

**8 novembre 2002**

Perspective québécoise  
**Nation et impérialisme néolibéral**



*Paru dans la revue écossaise « Frontline », numéro 14*

C'est certainement un acquis du matérialisme historique que d'avoir démontré qu'il n'y a pas d'unité de la classe ouvrière sans une politique d'égalité nationale radicale. Ce qui ne peut que vouloir dire le droit à l'autodétermination des nations opprimées jusqu'à l'indépendance si nécessaire. Autrement, le prolétariat de la nation dominante colle irrémédiablement à sa bourgeoisie tout autant qu'il crée une méfiance profonde chez le peuple de la nation dominée tout en le forçant lui aussi à se souder à sa (petite)-bourgeoisie. C'en est alors fini de l'indépendance et de l'unité de la classe ouvrière.

Pourtant nombreux et nombreuses au sein du mouvement alter-mondialisation mais aussi dans le mouvement syndical et populaire sont ceux et celles qui rejettent, marginalisent ou secondarisent les mouvements nationaux. Soit on se réclame de la mouvance « *No Frontiers* » — certes un mot d'ordre valable pour exiger la libre circulation des personnes — pour réclamer la fin stratégique des frontières. Soit on s'en tient au manichéisme social-démocrate de la division politique du travail laissant le « politique » aux partis, social-démocrates ou nationalistes, pour se réserver le « social ». Dans un cas comme dans l'autre c'est l'impérialisme qui s'en réjouit lui qui ne demande pas mieux que d'éliminer les frontières, pour la libre circulation du capital, et qui est bien prêt à gérer le social en concertation en autant qu'on lui laisse le politique.

La lutte nationale des peuples tchéchène et palestinien, comme il y a une génération ou deux celle des peuples vietnamien et algérien, révèle pourtant l'immense force d'un mouvement de libération nationale même empêtrée dans le filet d'une direction nationaliste bourgeoise sinon rétrograde, comme autrefois elle pouvait l'être dans celui d'une direction stalinienne ou petite-bourgeoise révolutionnaire.

Il est vrai que la crise du socialisme et le triomphe du néolibéralisme ont laissé le champ libre aux forces nationalistes pour s'emparer de la tête et de l'âme des mouvements nationaux. Si ces forces ont certes réduit la portée libératrice des mouvements nationaux, ils ne les ont pas tués pour autant. Comme l'exemple timorais l'a démontré, ce mouvement est encore capable de remporter des batailles majeures mais, il est vrai, à un prix humain élevé et pour des résultats décevants, et, à cause de cela, sans trop de conséquences positives sur les mouvements ouvriers et démocratiques.

Mais aucun réductionnisme du potentiel du mouvement national n'est justifié pour autant. La revendication du droit à l'autodétermination, si ce n'est de l'indépendance, ne doit pas uniquement se faire pour des raisons négatives parce qu'il faudrait bien admettre que le nationalisme des nations opprimées est une réaction inévitable au chauvinisme des nations dominantes, surtout à une époque de recrudescence de l'impérialisme et de faiblesse généralisée de la gauche.

Cette erreur réductionniste amène à mettre dans le même sac tous les mouvements nationaux depuis 1945, de la révolution cubaine à l'indépendance égyptienne. À comprendre les mouvements nationaux comme seulement des mouvements nationalistes-bourgeois, on en conclurait qu'ils ne recèlent aucun potentiel révolutionnaire, qu'ils n'ont donc rien à voir avec la théorie de la révolution permanente, c'est-à-dire avec la possibilité d'une transcendance vers la révolution socialiste.

Quand on réduit la lutte nationale à la lutte nationaliste, on en vient à réduire la nation à une catégorie imaginaire, a-historique, réduisant ainsi la réelle dimension symbolique de la nation en un concept de prétendue « nation imaginaire ».

La nation américaine a fait et a encouragé d'immenses dégâts biens réels dans le monde. Tout comme la nation canadienne vis-à-vis les nations aborigènes, acadienne et québécoise. Bien sûr, on peut attribuer cette triste réalité au fait que ces nations sont des États. Et comme toutes les nations anglophones sont aussi des États, et parmi les plus puissantes, quand on est anglophone on peut confondre l'un pour l'autre et, à la limite, reconnaître le statut de nation aux seuls États et réduire toutes les nations sans État à des groupes ethniques s'imaginant être des nations et rêvant de devenir des États par nettoyage ethnique.

C'est exactement ça que signifie la politique « multiculturelle » de l'État canadien qui tente de réduire le peuple québécois à une grosse ethnie qui s'imagine être une nation. Sans doute que le français, langue prépondérante au Québec, relève de l'imagination ; que l'histoire de l'oppression du Québec est pure invention (tout comme la conquête des territoires aborigènes par la « horde blanche » et la déportation du peuple acadien qui explique leur dispersement territorial d'aujourd'hui) ; que la grande richesse de la culture québécoise, y compris sa production télévisuelle dont les cotes d'écoute l'emportent sur les cotes d'écoute des programmes américains ; que les réseaux financiers et manufacturiers proprement québécois ; que l'original secteur public québécois avec ses CLSC et ses CÉGEP, sont des produits de l'imagination ! Malgré l'offensive planétaire de l'anglais dans le sillage du néolibéralisme, malgré les politiques d'immigration anti-françaises du fédéral, la nation québécoise a intégré et continue d'intégrer sans assimiler une forte proportion de ses minorités nationales et de son immigration. Seule une nation est en mesure de faire cela.

### **Ethnie revancharde ou nation opprimée**

La nation est à l'ethnie ce que le genre est au sexe, c'est-à-dire un rapport social et non un ensemble de caractéristiques physiques. Certes, ces caractéristiques sont le substrat des

rapports sociaux mais ils n'expliquent en rien la dynamique de leurs contradictions. Pas plus qu'elles n'expliquent leurs rapports entre eux et avec ces autres rapports sociaux que sont la famille et les classes sociales. L'émergence du mode de production capitaliste a conditionné/créé ces rapports sociaux et à son tour dépend pour sa propre pérennité de la pérennité de leurs contradictions.

Si l'horizon du capitalisme néolibéral est une chimère réactionnaire c'est justement parce que la bourgeoisie prétend balayer ces contraintes historiques en faveur d'un individualisme virtuel réduisant finalement l'être humain à un monstre unidimensionnel — paradoxe de l'individualisme — du « *brave new world* ». C'est un réflexe des plus normal et sain que le prolétariat s'agrippe à ces rapports sociaux afin d'éviter d'être *zombifié*. Pourtant ce réflexe est ambigu puisque ces rapports sociaux sont des rapports bourgeois ou embourgeoisés. Aux forces de la révolution de s'en emparer pour les subvertir. Ne pas s'en emparer signifierait laisser le chemin libre à une mue du mode de production capitaliste à travers une hécatombe de guerres et de catastrophes écologiques.

Il faut donc se saisir de la nation pour l'investir et la subvertir. Pour cela, il faut la comprendre. La nation c'est d'abord le marché enfermé dans des frontières comme propriété privée d'une bande de bourgeois unifiés dans un État. Ce marché national se construit historiquement comme un rassemblement politique des bourgeois et des (paysans/artisans/)prolétaires unis de plus en plus par une langue/culture et des institutions communes. De ce socle socio-politique naît l'idéologie nationale, le nationalisme, c'est-à-dire l'identification de la nation à une histoire et à des frontières qui elles sont bien imaginaires.

Qui dit nation dit en fait un système de nations dont les rapports sont mus en dernier ressort par la loi de la compétition, loi fondamentale de l'accumulation capitaliste. Autant que la compétition entre les capitaux produit le développement des forces productives et donc les rendements d'échelle et de réseaux, c'est-à-dire l'extension du marché national, autant la compétition entre les nations tend à l'extension sans fin des frontières, et dans la mesure du développement des moyens de transport et de communication, à la création d'empires coloniaux, mercantilistes puis impérialistes. D'où le pillage (anti-écologique) des régions périphériques et des colonies. D'où la tendance aux guerres.

La nation, en plus de substituer l'antagonisme national à l'antagonisme de classe, entre en synergie avec le genre et la famille en les opposant l'un à l'autre. La famille devient la cellule de reproduction de la nation, tant pour l'extension de son marché que pour sa chaire à canon, tout comme elle est le lieu de reproduction de la force de travail. Ainsi, la femme devient la « mère » de la nation, la responsable de son état démographique. La nation devient ainsi la nouvelle justification de l'esclavage domestique.

La nation, comme elle est le ciment de l'accumulation du capital, est l'unité de lieu et d'action de l'histoire du capitalisme. La rejeter ou la marginaliser, c'est se mettre hors de l'histoire, se situer en dehors du politique. Le renversement du capitalisme néolibéral passe par la révolution nationale même si celle-ci n'en est pas le terme. La médiation entre nation et anticapitalisme, c'est la lutte contre l'impérialisme, le sien ou celui d'autrui, la manifestation contemporaine de l'extension tendancielle et sans fin du marché national et des frontières nationales. Tout mouvement national, en mettant automatiquement en

cause l'État-nation impérialiste ou expansionniste, met aussi en cause la base territoriale du pouvoir bourgeois. Il est donc objectivement gros d'une révolution.

### **L'impérialisme déconnecte l'État-nation de son marché national**

L'avènement de l'impérialisme, en effet, a obligé les mouvements révolutionnaires à s'articuler aux mouvements nationaux (tout comme ils devaient le faire par rapport aux mouvements paysans à l'époque du capitalisme libéral du XIX<sup>ie</sup> siècle). Si cette nécessité n'était pas encore très claire après la Première guerre (mais les Bolcheviques le pressentirent après Octobre et l'échec de la révolution allemande en comprenant de plus en plus le potentiel de la « révolution d'Orient ») elle le devint après la Deuxième guerre.

À la montée des mouvements de libération nationale, les forces de l'impérialisme répondirent par le néocolonialisme. Encouragé par le développement des forces productives exigeant plus que jamais d'être rentabilisées par l'accès au marché mondial, le néocolonialisme corrompt l'indépendance nationale en déconnectant marché national et État-nation et, pour ce faire, en transformant les monopoles première manière en transnationales tout en créant des institutions mondialistes de Bretton-Wood et l'ONU.

Certes, les contraintes de la guerre froide ont orienté le premier déploiement politique de ce nouveau dispositif de l'impérialisme du « troisième âge », mis en place dès après 1945, dans un sens « développementaliste ». Il y avait alors l'espace voulu pour que ce développe un capitalisme national porté par un grand mouvement indépendantiste anti-impérialiste malgré un hégémonisme étasunien sur le monde capitaliste. Ce mouvement, cependant, dont l'écho dans les pays impérialistes était la domination sociale-démocrate « nationale » du mouvement ouvrier, était gangrené par la conception stalinienne de la « construction du socialisme dans un seul pays » qui faisait de l'indépendance nationale son horizon indépassable.

Reste que certains mouvements nationaux d'après 1945, n'étant pas de nature bourgeoise, ont tenté une rupture avec le capitalisme même s'ils sont tous restés peu ou prou prisonniers de la théorie stalinienne. Il y a une différence qualitative entre un mouvement national dirigé par la (petite)-bourgeoisie dont le but final est l'indépendance, si démocratique soit-elle, et un mouvement dirigé par une force anticapitaliste, si stalinienne soit-elle, qui tente un dépassement du capitalisme mais tout en restant dans un cadre national.

On ne peut donc pas mettre tous les mouvements nationaux dans le même sac. La lutte antiimpérialiste chinoise fut qualitativement différente de celle de l'Inde ; celles de Cuba et du Nicaragua qualitativement différentes de celles de l'Égypte et même de l'Algérie. En Chine comme à Cuba et au Nicaragua, la question de la transcroissance socialiste a été posée mais non résolue. Et ce ne fut pas seulement qu'une question de différence entre une colonie et une néocolonie bien que l'illusion de l'indépendance soit moins forte dans une néocolonie, ce qui avantage les forces anticapitalistes.

## L'impérialisme néolibéral

Sans doute ces faiblesses inhérentes au mouvement de libération nationale de l'après-guerre ont-elles été la cause majeure de la victoire stratégique de l'impérialisme tout comme la même conception nationaliste du socialisme explique en dernière analyse la victoire de la bourgeoisie contre l'URSS. Ainsi le dispositif d'après 1945, transnationale *cum* institutions de Bretton Woods plus ONU et avec transformation de l'OTAN à l'avenant, allait être libéré de tout entrave. La contre-offensive libre-échangiste allait pouvoir pleinement se déployer.

Avec l'impérialisme néolibéral, il devient clair que l'indépendance nationale ne peut plus être le but ultime du mouvement de libération nationale même s'il en reste le moyen terme incontournable comme seule réponse possible à une oppression nationale s'appuyant sur la classe ouvrière de la nation dominante. Le renouveau néocolonialiste néolibéral révèle ce qu'avaient compris les révolutionnaires à propos de l'avènement de l'impérialisme : pas plus que la révolution socialiste ne peut s'arrêter aux frontières d'un seul pays, pas plus la libération nationale ne peut s'arrêter aux frontières de l'indépendance nationale. Même si la révolution doit d'abord commencer dans un seul pays et la libération nationale d'abord passer par l'indépendance ou l'autonomie.

La victoire de l'impérialisme contre les mouvements nationaux qui se sont laissés prendre dans le mirage de l'indépendance nationale, articulée à celle du capitalisme contre le stalinisme qui servait de modèle aux mouvements nationaux, ont permis l'extension de l'essence du néocolonialisme — soit la relativisation de l'indépendance par la déconnexion du marché national d'avec l'État-nation — aux pays impérialistes les plus faibles tout en détruisant ou affaiblissant les capitalismes nationaux des pays dépendants par les programmes d'ajustement structurels. Pour ce faire, les forces néolibérales ont dérégulé la circulation des capitaux, et dans une moindre mesure celle des marchandises — mais dans un sens seulement — pour se donner les moyens de mater l'État-Providence par le chantage de la fuite des capitaux.

Cette réduction de l'autonomie de plusieurs États impérialistes, et encore plus des pays dépendants, a comme résultat paradoxal de favoriser les mouvements nationaux internes à ces pays par l'affaiblissement de l'État central tout en réduisant cependant la portée libératrice de la revendication d'autonomie ou d'indépendance nationales portée par des directions nationalistes-bourgeoises.

Il n'est pas évident, cependant, que cet affaiblissement augmente la probabilité de l'indépendance ou de l'autonomie parce que les bourgeoisies des États-nations réagissent en tentant de renforcer leur centralisation afin de préserver et d'accroître leurs rapports de force au sein des proto-États comme l'Union européenne et des institutions mondiales. Emprisonnée dans le cadre néolibéral, cette possibilité en devient de toute façon moins significative mais paradoxalement encore plus incontournable comme seule réponse possible aux renforcements de la hiérarchisation impérialiste et de l'oppression nationale mue par la centralisation étatique.

La médiation de la lutte pour le socialisme par la lutte nationale n'est donc pas sans risque et sans complexité. Mais elle est incontournable. C'est d'ailleurs pourquoi, comprenant le

potentiel révolutionnaire des mouvements nationaux, les forces du capital font tout pour les dévoyer en mouvements nationalistes qui peuvent sombrer jusqu'à la tactique du nettoyage ethnique. Mais ces nettoyages sont surtout le fait d'États-nations sur la défensive, jouant souvent leur existence contre l'impérialisme, et non de nations opprimées sans État. Cette médiation complique certes la stratégie du mouvement révolutionnaire au sein d'un État multinational. Mais qui a dit que la révolution relevait de la simplicité mécanique et n'était pas sans risque de détours historiques ?

Il est impossible pour tout anticapitaliste sérieux, voulant s'inscrire dans les rapports sociaux réellement existants, de passer à côté du mouvement national. Autrement, on se limite à la lutte idéologique comme cela se fait encore dans le mouvement altermondialisation. Ou bien, sentant la nécessité de s'enraciner, on le fait dans les « luttes locales », escamotant les luttes nationales. On ne peut, en effet, réduire l'essence d'un mouvement national à sa direction et à son idéologie proclamée pas plus qu'on peut le faire pour le mouvement ouvrier. La tâche des anticapitalistes est plutôt d'œuvrer à faire divorcer libération nationale et nationalisme.

C'est la nécessité de la géographie, du rassemblement identitaire contre un néolibéralisme désincarné et excluant, qui aujourd'hui redonne vie aux mouvements nationaux, dévoyés ou non. En fait, l'impérialisme néolibéral donne naissance, par exemple en Argentine, à une deuxième lutte pour l'indépendance cette fois-ci contre le FMI et les transnationales. Si l'alternative socialiste était plus crédible, les mouvements nationaux s'inscriraient dans cette mouvance. La direction en reviendrait au mouvement ouvrier qui prendrait le dessus sur les forces nationalistes.

### **La centralité stratégique de la question nationale québécoise au Canada**

S'il est vrai que les colonisateurs britanniques ont d'abord dû accepter une politique de conciliation avec le fait français en Amérique du Nord britannique, à cause de la majorité francophone et par peur de la contagion des révolutions américaine puis française, la défaite de la révolution démocratique-nationale de 1837-38 a marqué un tournant assimilationniste qui prévaut toujours.

Les « héritiers de Lord Durham<sup>1</sup> » que nous sommes ont dû résister à la minoration, accomplie dans la décennie 1850-60, par la littérale importation d'une nation canadienne-anglaise autour d'un noyau original de loyalistes, fuyant la guerre d'indépendances des ÉU, et d'immigrants britanniques. Loin d'être une concession, la Confédération de 1867 signifia à la fois le confinement provincial du peuple « canadien » au Québec et son ravalement officiel à l'état d'ethnie « canadienne-française ». Ce confinement fait, la porte était ouverte à l'écrasement militaire, en 1885, du fait français et du fait aborigène dans les

---

<sup>1</sup> Auteur du rapport faisant suite à la défaite de la révolution de 1837-38. Il prône l'assimilation de ce peuple « sans histoire ni littérature [...] par la force naturelle des choses » en transformant les colonies de l'Amérique du Nord britannique en un seul pays capable de résister à la pression étasunienne. L'Union du Canada (vallée du St-Laurent) sera formé en 1840 puis la Confédération canadienne (Union du Canada plus les Maritimes) en 1867 auquel s'ajoutera l'immense Territoire de la Compagnie de la Baie d'Hudson, jusqu'au Pacifique et à l'Arctique, en 1871.

Prairies. La nation Métis, majoritairement francophone, n'allait pas pouvoir se développer en État-nation. Cet écrasement fait, on n'ouvrit l'Ouest à l'immigration allophone qu'on assimila en anglais.

La domination économique-financière de la bourgeoisie anglophone de Montréal sur le Québec, la prééminence du gouvernement fédéral sur le gouvernement provincial et le renoncement des élites nationalistes à l'indépendance fit du peuple canadien français, qu'alimentait la « revanche des berceaux », des porteurs d'eau et scieurs de bois à bon marché. Qu'importait alors si cette « ethnie » tenait à parler français.

La bourgeoisie canadienne, cependant, sous-estima les conséquences sociales de l'industrialisation-urbanisation des Canadiens-français parce que l'exploitation de ce « *cheap labor* » lui était rentable. Il en résultat un prolétariat francophone regroupé et organisé qui fut le moteur du renouvellement du mouvement national après la Seconde guerre mondiale. Y prédominât dans les années 1960 la tendance libération nationale que le nationaliste PQ<sup>2</sup> réussit finalement à dompter — mais seulement après et grâce au coup de force d'Octobre 70<sup>3</sup> — mais pas à tuer. À ce mouvement, la bourgeoisie canadienne répondit par Trudeau<sup>4</sup>, comme jadis elle avait répondu par Laurier<sup>5</sup> aux séquelles manitobaines de la révolte du peuple Métis, dont Chrétien<sup>6</sup> est aujourd'hui le pitoyable avatar.

Il s'agissait cette fois d'angliciser une fois pour toute la nation québécoise par l'intermédiaire du bilinguisme et du multiculturalisme. Ottawa sait fort bien que l'égalité linguistique formelle impose « librement », à la longue, la prédominance de l'anglais étant donné sa prééminence comme langue de la nation dominante que renforce son statut de *lingua franca* du capitalisme néolibéral et de la culture hollywoodienne. Le peuple québécois força le PQ à répondre par la loi 101<sup>7</sup> qu'Ottawa s'acharne à démolir depuis ce

---

<sup>2</sup> Parti québécois formé de l'aile nationaliste social-démocrate du Parti Libéral à la fin des années 60. Il gouverna de 1976 à 1984 puis de 1994 à aujourd'hui. Les sondages prédisent sa quasi-disparition de l'Assemblée nationale en faveur de l'Action démocratique du Québec (ADQ), autre scission nationaliste néolibérale du Parti Libéral du début des années 90.

<sup>3</sup> Suite à l'enlèvement du ministre du Travail du Québec par la Front de libération du Québec (FLQ) puis à sa mort, l'armée canadienne occupa le Québec en octobre 1970. 500 personnes furent arrêtés sans qu'aucune accusation ne soit retenue.

<sup>4</sup> Premier ministre du Canada de 1968 à 1984 sauf quelques mois en 1979-80. Intellectuel de gauche anti-nationaliste du Québec que la bourgeoisie canadienne sélectionna pour contrôler la montée du mouvement national québécois.

<sup>5</sup> Premier ministre du Canada de 1896 à 1911. Premier Canadien-français à détenir ce poste suite à la nécessité de calmer la colère du peuple canadien-français tout en anglicisant la province bilingue du Manitoba — concession à la lutte du peuple Métis — pour pouvoir assimiler en anglais la vague d'immigration d'Europe de l'Est s'installant dans les Prairies suite à la construction du chemin de fer transcontinental.

<sup>6</sup> Actuel Premier ministre du Canada depuis 1993. Disciple de Trudeau sans en avoir l'envergure.

<sup>7</sup> Loi québécoise protégeant le français voté par le PQ en 1977 et dont la Cour Suprême du Canada a décrété illégaux des pans entiers dans les années 1980.

temps. On en est aujourd'hui là, la pression populaire en moins, donc le PQ laissant tomber en pratique la loi 101.

Il ne faut pas alors s'étonner que de nouveau la majorité anglo-québécoise conteste le français comme langue commune du Québec et rêve d'un bilinguisme intégral. C'est toujours le projet politique du « libéral » Lord Durham qui est à l'œuvre. L'État canadien est une prison qui vaut au peuple québécois mépris, humiliation, refus constitutionnel de sa reconnaissance nationale, même pas comme à titre de « société distincte », imposition d'une constitution contre son gré en 1982<sup>8</sup> et, depuis la loi C-20<sup>9</sup>, refus formel de son droit à l'autodétermination.

De tous les facteurs de division du prolétariat pan-canadien, la question nationale québécoise ressort comme le principal sinon le seul facteur incontrôlable de la politique canadienne. Non pas parce que la nation québécoise est « plus opprimée » que les nations autochtones ou acadienne ou que les nationalités de couleur ou francophones hors Québec. Ce serait plutôt le contraire. Mais parce que la nation québécoise, dans un avenir prévisible, a seule la force démographique, économique et, depuis une génération, politique de briser l'État canadien fédéraliste. Cependant, ces nations et minorités ont la possibilité de faire cause commune avec la nation québécoise et ensemble de s'allier avec les mouvements ouvriers et démocratiques pour vaincre la bourgeoisie canadienne.

### **La ZLÉA aiguise les contradictions nationales du Canada**

L'offensive pour la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et la prétendue « lutte contre le terrorisme », contrairement aux apparences, rend encore plus actuelle la centralité de la question nationale québécoise sur l'échiquier politique canadien. L'acharnement continu du gouvernement fédéral contre le Québec n'est pas dû au hasard.

Pour maintenir sa marge de manœuvre face à son allié étasunien, l'impérialisme canadien peut à peine compter sur des alliances inter-impérialistes comme cela se fait au sein de l'Union européenne. Son intégration de plus en plus forte, économique et militaire, avec les États-Unis est trop contraignante. La recherche d'alliances en Amérique latine se bute non seulement au peu de liens commerciaux avec ces pays mais surtout aux rapports de domination impérialiste. Pensons seulement au conflit Bombardier-Embraer<sup>10</sup> au sein de l'OMC sans compter la présence des transnationales canadiennes financières dans toute l'Amérique latine et celle des transnationales minières, en particulier dans les pays andins.

---

<sup>8</sup> Le gouvernement du Canada a rapatrié la Constitution canadienne de la Grande-Bretagne en 1982 puis l'a amendé et lui a ajouté une Charte des droits sans l'assentiment du gouvernement du Québec, seule province à ne pas les ratifier.

<sup>9</sup> La loi C-20, voté par le Parlement canadien en 2000, rend sans valeur légale tout référendum québécois sur le statut constitutionnel du Québec.

<sup>10</sup> Plus importante transnationale québéco-canadienne manufacturière, Bombardier est le troisième constructeur mondial d'avions après Boeing et Airbus. Il dispute le même marché d'avions à court rayon que la transnationale brésilienne Embraer. D'où leurs fréquents conflits qui se répercutent à l'OMC.



La bourgeoisie canadienne, pour se ménager un rapport de forces dans son face-à-face avec la bourgeoisie étasunienne, doit donc centraliser ses pouvoirs politiques et unifier davantage son marché interne. D'où son offensive pour étouffer financièrement les provinces et envahir leurs champs de compétence, offensive à laquelle résiste surtout le gouvernement québécois. En effet, la ZLÉA ouvrirait à la privatisation et au marché mondial les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'énergie et des ressources naturelles, dont l'eau, tous essentiellement de juridiction provinciale. Il est donc impératif pour Ottawa d'en prendre le contrôle politique tout en laissant aux provinces leur administration de sorte à continuer à provincialiser/diviser les conflits sociaux qui découleront inévitablement de cette nouvelle phase libre-échangiste.

Cette politique se butera à l'ensemble des forces sociales mais surtout elle envenimera d'autant plus le tendon d'Achille du système politique canadien, la question nationale québécoise qui a l'avantage de se poser immédiatement comme une crise politique pan-canadienne. D'où la nécessité pour la gauche politique québécoise, en particulier l'Union des forces progressistes<sup>11</sup> (UFP), d'en faire l'axe central de sa plate-forme en autant que la revendication de l'indépendance soit comprise comme signifiant aussi et avant tout se libérer de la domination des transnationales, des banques et de l'impérialisme. D'où aussi la nécessité pour la gauche canadienne d'en faire une revendication centrale comme condition nécessaire à l'unité antinéo-libérale du prolétariat pan-canadien pour pouvoir construire un mouvement de riposte pan-canadien à l'italienne.

Marc Bonhomme, 8 novembre 2002

---

<sup>11</sup> L'UFP a été fondé en juin 2002 comme le parti unifié de la gauche antinéo-libérale. Il rassemble la gauche politique non-sectaire en rupture avec le PQ soit les anciens Parti de la démocratie socialiste (PDS) devenu la tendance DS dont fait parti Gauche socialiste, section québécoise de la Quatrième Internationale, l'ancien Regroupement pour une alternative politique (RAP) qui a renoncé pour l'instant à se former en tendance, le Parti communiste du Québec (PCQ) qui n'a pas encore renoncé à son statut légal de parti, et à un nombre grandissant de « sans parti ».